

Bernard Descôteaux discute du choix d'un maire à Montréal *Page B 4*

Un appel à briser le silence sur le sort des **Premières Nations** *Page B 5*

Sciences: la malbouffe à l'origine de la **maladie d'Alzheimer?** *Page B 6*

PERSPECTIVES

CAHIER B • LE DEVOIR, LES SAMEDI 5 ET DIMANCHE 6 JANVIER 2013



Un graffiteur indien a inscrit ces lettres («zone de viol désignée») sur les murs de New Delhi pour souligner le danger que courent les femmes dans cette «capitale indienne du viol».

PRAKASH SINGH AGENCE FRANCE-PRESSE

Martyre de l'indifférence

L'insensibilité de la classe politique à l'égard du décès d'une jeune femme violée trahit la profonde misogynie de la société indienne

GUY TAILLEFER
à New Delhi

Le 27 novembre 1973, fut commis à Bombay un viol effrayant, celui d'Aruna Shaubag, affaire abominablement célèbre dans les annales du crime de la mégapole. Âgée de 25 ans, elle était infirmière à l'hôpital King Edward Memorial quand un concierge l'a violée dans le sous-sol de l'établissement. L'enchaînement par le cou pour l'agresser, l'asphyxie lui causa d'irréparables dommages cérébraux. Elle repose, dans un état végétatif, dans un lit de l'hôpital King Edward depuis 39 ans, ne devant sa survie qu'aux soins prodigués par des infirmières qui la nourrissent par gavage deux fois par jour.

À l'époque, l'affaire avait déclenché un mouvement de grève parmi les infirmières de Bombay. Son agresseur? Il avait été accusé d'assaut et de vol, la direction hospitalière ayant apparemment plaidé qu'une accusation de viol aurait socialement nuï à la victime qui était sur le point d'épouser un médecin de l'hôpital. L'agresseur a recouvré la liberté après avoir purgé deux peines simultanées de sept ans de prison.

On a plusieurs fois évoqué cette histoire ces dernières semaines, parmi bien d'autres, toutes plus épouvantables les unes que les autres, à la lumière du viol de la jeune femme de 23 ans dans un autobus de Delhi, commis le 16 décembre dernier par six hommes — agression dont elle est morte samedi dernier, treize jours plus tard, après avoir été transférée dans un hôpital de Singapour. En raison de l'inhumanité invraisemblable avec laquelle elle a été commise, cette agression a indigné la rue comme jamais, provoqué des manifestations sans précédent à Delhi, réputée «capitale indienne du viol», et donné un

haut-le-cœur à tout ce que compte l'Inde de consciences éveillées, en étalant honteusement l'absence de progrès social depuis ce fatidique 27 novembre 1973; en montrant à quel point, finalement, les Indiens considèrent toujours les Indiennes comme des citoyennes de seconde zone, sans véritable liberté de parole.

Normalité misogyne

«La normalité de la violence — la violence sexuelle étant la plus perverse — est le lot de l'Inde. [...] Le viol est en Inde une réalité sordide, dans toutes ses manifestations, si routinière que, la plupart du temps, on n'en parle même pas», écrit carrément la revue *Outlook* dans son dernier numéro. «Ce viol collectif met en évidence le fait que la société indienne demeure, aujourd'hui encore, profondément misogyne», écrit Santosh Desai, l'un des commentateurs sociaux les plus pertinents du pays, dans *The Times of India*. «Du contenu patriarcal de nos manuels scolaires à la façon dont la publicité présente la femme, la société est sans arrêt conditionnée à l'asservir», dit, encore dans *Outlook*, la sociologue Bula Bhadra, de Calcutta.

Tout a été dit ces dernières semaines sur la culpabilité de la police et des tribunaux dans la perpétuation de cette violence sexuelle et du déni de justice quasi absolu pour les femmes qui osent s'en plaindre. Pas étonnant, dans ces conditions, que les manifestantes aient réclamé haut et fort pour les six accusés du viol une condamnation expéditive, pour ne pas dire un lynchage. «Pendez-les!» a été la réaction quasi universelle, suivie de près par des appels à la castration. Ce qui illustre bien, ont souligné

les observateurs, à quel point l'application de la justice est déficiente.

Ensuite, le viol de la jeune femme a éclairé de façon saisissante la déconnexion et l'indifférence de la classe politique. A Mayawati, chef politique et icône dalite en Uttar Pradesh (UP), revenait la semaine dernière la palme de la banalisation pour s'être déclarée d'accord, mercredi en conférence de presse, avec le fait que les partis politiques ne devraient pas accepter comme candidats à des élections des hommes accusés de viol... Il n'empêche qu'elle a autorisé un homme accusé de viol à devenir candidat de son parti aux élections qui se sont tenues en UP, début 2012 (sauf erreur, il n'a pas été élu).

Des politiciens ont publiquement étalé leur misogynie avec une franchise déconcertante. Ce fut le cas d'Abhijeet Mukherjee, député au Parlement et fils du président indien, qui a dénigré le mouvement de protestation en affirmant que les «jolies femmes maquillées» qui allaient manifester «sortaient de la discothèque», «ne connaissent rien aux réalités de terrain», ou encore qu'il s'agissait d'étudiantes «qui se croyaient à la mode en participant à des veillées à la chandelle».

Les médias en ont fait leurs choux gras, répertoire dans les journaux et à l'écran. Les remarques sexistes faites par des politiciens et politiciennes ces derniers mois pour excuser les violeurs. Celles, par exemple, de la chef du gouvernement de Delhi, Sheila Dikshit, qui, pleurant samedi dernier la mort de la jeune fille, estimait pourtant il y a quelques mois que, si le nombre de viols augmentait dans la capitale, c'était en partie «parce que les femmes s'habillent de façon provocante».



Des femmes manifestent devant la cour où devaient comparaître les hommes accusés d'avoir violé la femme de 23 ans qui a succombé à ses blessures dans un hôpital de Singapour.

PRAKASH SINGH AGENCE FRANCE-PRESSE

L'automne dernier, alors que les cas de viols se multipliaient au Bengale-Occidental, sa chef de gouvernement, Mamata Banerjee, attribuait le problème au fait que «les hommes et les femmes se côtoyaient plus librement. Tout est tellement ouvert aujourd'hui». En février 2012, après le viol collectif d'une femme dans une auto sur Park Street, la grande artère commerciale de Calcutta, M^{me} Banerjee avait commencé par l'interpréter comme un coup monté par ses adversaires politiques.

Mamata Sharma, présidente de la Commission nationale de la femme, un organisme d'Etat, y est allée de son côté de ce petit conseil: «Faites attention à la façon dont vous vous habillez... *Singer l'Occident érode notre culture et amène ces crimes à se produire.*»

Modernité de surface

Santosh Desai se désole: «Le viol de la jeune femme et l'insensibilité subséquente de la classe politique soulignent le fait que la discrimination sexuelle est profondément enracinée dans notre tissu social.» Les autorités ont

commencé par traiter les manifestations comme un problème administratif, écrit *Outlook*, pour ensuite «se lancer dans des homélies politiques».

Aussi, le gouvernement du premier ministre Manmohan Singh a été sévèrement critiqué pour avoir ordonné le transfert de la jeune femme dans un hôpital de Singapour, alors qu'elle était dans un état critique. Transfert qui a été largement perçu, non pas comme une façon de lui procurer les meilleurs soins possible, comme l'a prétendu le gouvernement, mais comme un moyen — qui a d'ailleurs fait long feu — de faire taire les manifestations qui se multipliaient autour d'India Gate.

Pratiquement pas un seul élu qui ne se soit joint aux manifestations, note Desai. Or, la modernisation de l'Inde depuis 20 ans provoque des bouleversements sociaux et culturels qui demandent «un écosystème d'actions et, par-dessus tout, un véritable dialogue». Mais ce dialogue n'existe pas, dit-il; au lieu de cela, estime-t-il, la société se divise.

«Le marché crée une modernité de surface tout en renforçant les préjugés. Il se dit beaucoup de choses sur le progrès économique de l'Inde, très peu sur les changements sociaux qu'elle subit. Les problèmes auxquels la société indienne fait face ont énormément à voir avec le fait que les vieilles mentalités sont amplifiées par les nouvelles libertés, plutôt que redéfinies par elles.»

La loi interdit de nommer une victime de viol. L'étudiante de 23 ans est devenue «India's Daughter», ce qui n'est pas sans résonance paternaliste. *Outlook* l'a baptisée *Jagruiti* (Éveil); *The Times of India*, *Nirbhana* (Sans Peur). Martyre de l'absence de dialogue, en quelque sorte. Elle était la jeune femme urbaine typique, produit de l'Inde moderne — instruite, entrée en femme autonome sur le marché du travail, ce qui demeure une réalité minoritaire, allant au cinéma sans chaperon, utilisant les transports publics —, mais ne pouvant pas faire un pas sans devoir se battre contre un monde gouverné par des règles archaïques.

PERSPECTIVES

PROSPECTIVE 2013

Des mutations sociales et technologiques en mutations

Vite. Très vite et parfois de manière étonnante. Le déplacement des cadres de l'activité humaine, sous l'effet de la mobilité, de la quête incessante de l'instant, de la communication à coups de 140 caractères ou de la mise en ligne de l'intimité, ne devrait pas s'essouffler en 2013. Où, avec quoi et avec qui l'année qui débute se prépare-t-elle à nous surprendre dans les prochains mois? Petit décodage prospectif d'un présent en mouvement...

FABIEN DEGLISE

Vers une autre socialisation en format numérique

L'année a commencé aussi mal qu'elle a fini pour la multinationale de l'amitié numérique Facebook, qui, pour souligner le passage à la nouvelle année, a décidé d'offrir à ses fidèles une application permettant d'envoyer des vœux personnalisés à ses amis à minuit pile, dans la nuit du 31 décembre au 1^{er} janvier. Problème: le programme informatique, baptisé New Year Message Delivery, avait une faille permettant à n'importe qui de consulter et même de modifier ces messages privés, dont plusieurs contenaient bien sûr des photos. C'est un jeune étudiant britannique en communication, Jack Jenkins, qui a pointé la chose du doigt, forçant l'empire de Mark Zuckerberg à revenir à la hâte la sécurité de son « appli », histoire de protéger la vie privée de ses abonnés.

C'est que le sujet est sensible par les temps qui courent. À la fin de l'année, Facebook a dû en effet gérer une importante crise après que sa filiale Instagram, spécialiste du partage de photos « avec effets de style », a annoncé une modification de ses conditions d'utilisation. C'était à la mi-décem-

bre. Par ce geste, la compagnie voulait s'octroyer un droit d'utilisation des photos privées prises par ses usagers et partagées sur son réseau. Les abonnés ont crié à l'intrusion dans leur vie privée. Instagram a reculé en moins de 24 heures, mais le mal était fait. Selon *AppData.com*, qui mesure l'affluence des outils de communication en format mobile, Instagram a perdu en décembre 3,5 millions d'utilisateurs, visiblement outrés par ce manque de respect. L'action de Facebook, elle, a fini l'année à la baisse, en grande partie à cause du tollé.

Pas de doute, on ne badine pas avec le respect de la vie privée. C'était le cas en 2012. Cela le sera encore en 2013 alors que les projets d'exploitation commerciale des données personnelles par les grands pourvoyeurs d'espace de vie numérique, Facebook en tête, sont sur le point d'attiser ce genre de crises et, du coup, de redéfinir les contours de la socialisation dans les univers virtuels.

La perte de confiance des usagers envers les fournisseurs traditionnels risque de servir les intérêts d'autres outils comme Diaspora, qui, depuis plusieurs années, cherche sa place dans la nouvelle équation sociale et tech-

nologique. Qualifié d'anti-Facebook par le *New York Times*, lors de son apparition il y a plus de deux ans, cet autre réseau, fondé sur le principe du logiciel libre, propose une gestion décentralisée des contenus partagés par ses abonnés. Du coup, au lieu de mettre sa vie privée sur les serveurs informatiques d'une entreprise privée cherchant à en tirer profit, les internautes conservent ces données sur leur propre ordinateur. Diaspora, mis au monde par quatre étudiants de l'Université de New York, propose une « humanisation » du principe de réseau social en format numérique. Communautaire, sa structure est actuellement développée par une constellation de programmeurs répartis un peu partout sur la planète.

La nouvelle forme de numérisation de sa vie quotidienne pourrait également venir d'ailleurs, comme de l'Asie, où une nouvelle génération de réseaux sociaux est actuellement en train de voir le jour. WeChat, imaginé par l'entreprise chinoise Tencent, est du nombre. Application mobile pour partager ses impressions, ses états d'âme, ses photos ou ses vidéos avec ses amis, WeChat connaît un succès impressionnant depuis son lancement en 2011, rapportait-il y a quelques jours le quotidien britannique *The Guardian*. Et pas seulement en Asie, mais également aux États-Unis et en Grande-Bretagne, où des milliers d'utilisateurs commencent à succomber à ses charmes.

Depuis la Corée du Sud, Kakao Talk, qui revendique plus de 40 millions d'abonnés à ce

jour, pourrait d'ailleurs connaître le même sort en étendant son influence en dehors des frontières du continent où il a pris forme. Un peu en raison de sa capacité à s'inscrire dans un monde où les communications passent de plus en plus par les outils portables, mais aussi sa volonté de renverser le paradigme imposé par Facebook. WeChat, Kakao Talk ou encore Line, un réseau japonais, proposent en effet à leurs abonnés de sortir de la sacrosainte logique de la relation — que cherchent à exploiter commercialement l'empire Zuckerberg et les autres — pour se concentrer sur la conversation. La base de la socialisation, quoi.

Vers une éradication du hasard

Il fallait sans doute en profiter l'an dernier. En 2013, le plaisir de se perdre, physiquement, s'entend, devrait devenir encore plus rare, sous l'effet du vaste projet de cartographie de l'espace habité amorcé par le géant Google. Cela a commencé avec les routes, les rues, les chemins de fer (Google Maps), puis il y a eu la troisième dimension (avec Google Street View), et désormais plus de limites. En décembre dernier, la multinationale américaine a lancé sa cartographie géolocalisée de plusieurs grands centres de ski à travers le monde. La chose suivait la numérisation de plusieurs espaces sous-marins, dont la Grande Barrière de corail, des grands monuments historiques, dont les pyramides d'Égypte, celle de la Voie lactée — oui, oui! —, ou encore de plusieurs espaces inté-

rieurs composés d'aéroports, de grands commerces et de quelques musées. Naturel, bâti, éloigné, inaccessible, l'environnement va encore une fois en 2013 tomber dans les serveurs de Google qui veut en enregistrer et numériser chaque recoin. Un peu pour aider l'humain à répondre à la question contemporaine « t'es où? », mais aussi pour assurer le bon développement de plusieurs de ses services, comme la voiture Google sans chauffeur et les lunettes Google, qui révent de nous expliquer notre environnement direct par l'entremise de la réalité augmentée, cette superposition d'information virtuelle sur la réalité qui se trouve sous nos yeux. Deux produits, deux concepts qui reposent sur une même chose: la numérisation de l'espace sous tous ses contours.

Vers une solitude virtuellement comblée

L'histoire est un éternel recommencement et une compagnie américaine va en faire la démonstration en 2013 avec Hatch, petit animal de compagnie virtuel qui se propose de prendre forme et vie dans votre téléphone dit intelligent. Relecture contemporaine du Tamagotchi, cette petite bête japonaise formée de codes binaires et montée sur un porte-clés qu'il fallait nourrir, divertir, faire dormir — c'était en 1996 —, Hatch s'avance dans l'environnement social du moment avec les mêmes intentions, soit combler le vide de l'existence humaine, mais surtout avec un risque élevé de dépendance et d'addiction, dans un monde hyperconnecté où, finalement,

quoiqu'en ait chanté Gilbert Bécaud, la solitude existe vraiment. O paradoxe.

Vers une ubiquité encouragée (pendant le spectacle)

Surtout, n'éteignez pas votre téléphone cellulaire. Depuis le 27 décembre dernier, le Guthrie Theater de Minneapolis aux États-Unis a décidé de ne pas lutter contre la modernité, mais plutôt d'en tirer profit. Comment? En réservant dans sa salle des sièges pour les personnes incapables de se passer de leurs réseaux virtuels pendant plus de trois minutes, et ce, pour quelques représentations de la pièce actuellement à l'affiche, *The Servant of two Masters* (*Arlequin serviteur de deux maîtres*) de Goldoni. On les appelle les *Tweet Seats*. La maison en fait la promotion pour séduire une clientèle plus jeune, accro à la techno, mais surtout pour inciter les spectateurs ayant opté pour ces fauteuils à twitter pendant le spectacle. C'est de la publicité pas chère. La tendance a été amorcée dans les derniers mois par plusieurs autres diffuseurs américains, dont l'Orchestre symphonique de Cincinnati et l'Opéra de Palm Beach. Pour ne citer qu'eux. En 2013, sous la pression de consommateurs de culture désormais aussi préoccupés par ce qui se passe sur une scène que par les images ou vidéos que cela va leur permettre de partager sur les réseaux sociaux, le phénomène pourrait se répandre dans d'autres lieux et salles, là-bas comme ici.

Le Devoir



JOEL SAGET AGENCE FRANCE-PRESSE

Les projets d'exploitation commerciale des données personnelles par les grands pourvoyeurs d'espace de vie numérique, Facebook en tête, sont sur le point d'attiser les crises autour du respect de la vie privée.

Les combats à finir de 2013

FRANÇOIS DESJARDINS

La bataille de titans déjà bien entamée en 2012 ne montre aucun signe de détente en 2013. Quelques fronts: Apple contre Samsung, Microsoft contre Apple, Google contre tout le monde, Research in Motion contre elle-même et contre Apple et Google, Facebook contre Google, Apple contre Google, Amazon contre Netflix, Apple et Google. Entre tablettes, brevets, applications, téléphones à tout faire, réseautage social et téléchargement de contenu vidéo, les frontières s'embrouillent.

Mais aussi, des questions surgissent. Par exemple, de ce côté-ci de la frontière, quel sera l'impact? Si Bell a voulu acheter Astral — et échoué — en prétendant qu'il y avait là un moyen de se donner le poids nécessaire pour contrer les géants, que réserve l'année qui vient? Et que dire de la popularité des tablettes? Dans un monde mobile, que devient le rôle de l'ordinateur de bureau?

Pour deux joueurs au moins, l'année pourrait être déterminante.

Microsoft a pris le monde par surprise l'été dernier en lançant une tablette au design

d'abord louangé, mais dont le fonctionnement, une fois sur le marché à l'automne, a déçu. Et son système Windows 8, dévoilé au mois d'octobre, n'aura pas marqué l'imaginaire du marché PC.

Quant à Research in Motion, qui se cherche désespérément un succès pour se remettre en selle après quelques années d'enfer aux mains de l'iPhone et des appareils Android, une partie de l'espoir repose sur le BlackBerry 10, qui sera dévoilé le 30 janvier.

Régnant autrefois sans partage dans les milieux d'affaires, le BlackBerry a perdu beaucoup de terrain. La respectée firme de recherche Gartner a estimé il y a deux mois que « 56% des téléphones intelligents achetés par des entreprises nord-américaines et européennes en 2016 seront des appareils Android [une plateforme conçue par Google], contre 34% en 2012 et rien en 2010 ».

Les rumeurs d'une prise de contrôle de Research in Motion, dont le titre a fondu de 80% depuis deux ans, circulent depuis longtemps. La société de Waterloo est plus que jamais sous les projecteurs...

Le Devoir

Debenedetti, l'homme qui tue sur le Net pour dénoncer les médias

MICHÈLE LERIDON à Rome

L'écrivaine J. K. Rowling, Mikhaïl Gorbatchev, Fidel Castro ou le pape: en 140 caractères, Tommaso Debenedetti, les a tous « tués » un jour ou l'autre à travers des twitts fallacieux destinés, dit-il, à dénoncer les « points faibles » des médias et « la fragilité des réseaux sociaux ».

La dernière victime de ce quadragénaire italien qui dit enseigner la littérature à Rome est l'auteur de la saga Harry Potter. Tommaso Debenedetti a créé la semaine dernière un faux compte Twitter au nom du maître de l'espionnage John Le Carré. « Lorsque j'ai vu qu'il était suivi par 2500 abonnés, dont des journalistes de grands titres anglais, américains, alle-

mands, j'ai décidé de faire dire à John Le Carré que J. K. Rowling était morte dans un accident », explique-t-il à l'AFP.

Selon lui, le message a été retwitté des centaines de fois et une télévision chilienne a même annoncé la nouvelle.

Le but de la manœuvre? « Montrer que Twitter est devenue une agence de presse... et la moins fiable au monde », dit-il. « Malheureusement, le journalisme fonctionne sur la vitesse. Une fausse information se répand exponentiellement et quand par exemple un journaliste du New York Times retwittait un message, il lui donne une crédibilité même s'il ne la publie pas. À la fin, tout le monde oublie la source originale », argumente-t-il.

Pour Tommaso Debenedetti — il insiste beaucoup sur

les deux « s » de Tommaso, car, ironie du sort pour ce grand faussaire de la Toile, son prénom est écorché dans nombre de pages qui lui sont consacrées sur Internet —, la fausse mort de l'écrivaine est loin d'être un coup d'essai. Sous ses twitts ravageurs, des dizaines de personnalités ont connu une « mort prématurée », selon l'expression de Mark Twain. En effet, dit-il « Twitter fonctionne très bien avec la mort ».

Il se vante d'avoir contraint le porte-parole du Vatican, le père Federico Lombardi, à démentir la mort du pape, après un faux twitt attribué au cardinal Tarcisio Ber-

tone, numéro deux du Saint-Siège. Ou d'avoir fait bondir les cours du pétrole après avoir annoncé la mort du président Assad... Ou encore d'avoir provoqué l'actualisation de la page Wikipédia consacrée à Gorbatchev avec la date de son décès...

Ces « jeux », ces « plaisanteries », comme il les appelle, ne créent-ils pas un sévère préjudice à leurs victimes? Debenedetti s'en défend: « Je ne m'en prends qu'à des personnalités de premier plan qui ont tout à fait les moyens de démentir très vite. Je n'annoncerai jamais la mort d'un écrivain de second rang ou celle de ma voisine de palier. »

Et puis, il affirme toujours se démasquer et démentir la fausse nouvelle dans l'heure qui suit le premier twitt. « Je ne veux pas que ça aille au-delà de la bulle médiatique. Je ne suis pas un escroc », insiste-t-il, même s'il compte aussi parmi ses titres de gloire plusieurs fausses pages Facebook, notamment aux noms d'Umberto Eco et de Vargas Llosa, à qui il a attribué des propos invraisemblables.

« Je veux démontrer la fragilité des médias sociaux, où n'importe qui peut être n'importe qui. C'est un danger énorme que je veux dénoncer », martèle-t-il, invitant les journalistes « à être plus prudents, à procéder à toutes les vérifications nécessaires, surtout dans les petits médias, les petites radios ou sites Internet, qui tom-

bent facilement dans le piège ». Vérifier l'information? Debenedetti sait de quoi il parle. Petit-fils d'un critique littéraire de renom en Italie, Tommaso Debenedetti est l'auteur de plusieurs interviews d'écrivains célèbres (70, assure-t-il) publiées dans des petits journaux italiens comme *La Nazione*, *Libero*... et toutes entièrement inventées!

C'est seulement lorsque Philip Roth a découvert le pot aux roses — des journalistes américains l'interrogeaient sur ses (faux) propos anti-Obama — qu'il a admis la supercherie. N'est-il pas en train de théoriser aujourd'hui sur ses propres « bidonnages »? « Pas du tout, assure-t-il. Je voulais voir jusqu'où ça irait. »

Agence France-Presse

PERSPECTIVES

L'ÉCONOMIE EN 2013

Du brouillard dans la boule de cristal

FRANÇOIS DESJARDINS

En 1996, une économiste du Fonds monétaire international, Paula R. De Masi, a écrit dans un magazine trimestriel de l'organisme que la confection de prévisions était loin de s'être simplifiée depuis les années 1970. Imaginez 17 ans plus tard : la dernière récession a été causée par la finance et continue de faire des ravages aux États-Unis, les gouvernements ici comme ailleurs peinent à revenir à l'équilibre budgétaire, les taux d'intérêt ne peuvent pas descendre davantage, l'Europe chancelle au bord de l'implosion de la zone euro, la Chine vit de profonds changements. Sans évoquer les duels à Washington, comme celui qui vient de se régler *in extremis* au Congrès américain.

«Prédire au-delà d'un an, c'est extrêmement difficile», laisse tomber Stéphane Marion, économiste en chef à la Financière Banque Nationale... que le magazine *Bloomberg Markets* a pourtant nommé meilleur prévisionniste canadien en décembre 2011. «C'est un défi extrême, parce que ce n'est pas seulement du cyclique, mais du structurel. [...] La conviction qu'on pouvait avoir sur nos prévisions est beaucoup moins grande que dans le passé.»

Une chose au moins est claire : oui, la situation s'améliore à certains égards, mais

l'année 2013 ne sera pas un grand cru. Plutôt pessimiste, M. Marion prévoit une croissance canadienne d'à peine 1,3% — il a récemment révisé à la baisse ses attentes —, tandis que le Mouvement Desjardins la voit plutôt autour de 1,8%. En ce qui concerne le Québec, ce dernier s'attend à ce que la croissance de 0,8% en 2012 grimpe à 1,4% cette année. Au menu : austérité des gouvernements provinciaux et endettement des ménages, lequel atteint des niveaux spectaculaires après la boulimie des dernières années. Le consommateur ayant tout donné, Stéphane Marion dit que l'économie doit impérativement trouver le moyen de miser davantage sur les exportations.

Si cette croissance se matérialise, cela pourrait donner de l'élan au marché de l'emploi. Le taux de chômage, qui se situait à 7,6% au mois de novembre au Québec, pourrait donc diminuer un peu.

Croissance plus soutenue

«La période de faiblesse qui caractérise l'économie du Québec depuis la mi-2011 tarde à faire place à une croissance plus soutenue», ont écrit les spécialistes du Mouvement Desjardins à la fin du mois de décembre. La consommation des ménages est faible, le secteur résidentiel se refroidit, les dépenses gouvernementales

font du surplage et les exportations sortent au ralenti, ont-ils souligné. Un point positif : «L'essor des investissements des entreprises est toutefois parvenu à maintenir l'économie à flot jusqu'à l'été.»

At-on vu d'aussi gros points d'interrogation au cours des 15 ou 20 dernières années ? «D'un point de vue canadien, j'aurais tendance à dire que non», dit Christopher Ragan, professeur à l'Université McGill spécialisé en macroéconomie et en politique économique. «Nous traversons tou-

«La conviction qu'on pouvait avoir sur nos prévisions est beaucoup moins grande que dans le passé»

jours la reprise d'une récession très différente de celles qu'on a vécues dans les années 1980 et 1990, c'est-à-dire des récessions qui n'ont pas été fondamentalement créées par le secteur financier. Cette reprise est lente, très lente. Tout le monde, institutions comme individus, voudrait réduire son niveau d'endettement.»

L'éléphant dans la pièce, c'est l'Europe. «Il y a de quoi être très pessimiste», ajoute M. Ragan. «Je crois que ça ne s'améliore pas, que les mesures mises en place ne sont pas celles dont l'Europe a besoin, et cela entraîne une énorme incerti-

tude.» Et si le Canada n'est pas aussi lié à l'Europe qu'il l'est aux États-Unis, «le monde est autant lié à l'Europe qu'aux États-Unis», fait-il remarquer. «Et cette incertitude, c'est un facteur de plus qui peut convaincre une entreprise de ne pas agrandir son usine, de ne pas recruter de nouveaux employés, qui peut convaincre les gens que ce n'est pas le moment de partir en voyage à crédit.»

Il y a deux semaines, le Fonds monétaire international a estimé que le Canada, lequel a relativement bien survécu à la crise financière de 2008 et à ses conséquences, ne doit pas prendre à la légère les bouleversements en zone euro.

«Le risque d'une aggravation de la crise de la dette dans la zone euro continue de représenter une menace importante, et il toucherait le Canada par un durcissement des conditions financières et une perte de confiance», a écrit le FMI dans son rapport. «Si ces chocs se propageaient de manière plus générale et réduisaient la demande mondiale, le Canada souffrirait d'un affaiblissement des exportations et d'un repli des cours des matières premières, risque auquel pourrait également contribuer l'apparition de tensions financières dans certains pays émergents.»

En d'autres termes, l'endettement énorme des pays européens, et l'impact concret qu'il a au plan budgétaire et sur les politiques gouvernementales à court et moyen terme, a créé un environnement qui n'est pas «normal», de dire Stéphane Marion. Les gens en ont peu parlé, dit-il, mais «on est passés près d'une crise financière l'été dernier» et une brochette de pays à vu leur structure de taux d'intérêt nominaux devenir négative. En gros, cela veut dire que des pays comme l'Allemagne émettaient des obligations assorties d'un rendement non pas positif, mais négatif. Autrement dit, pour avoir le privilège de détenir de la dette allemande, l'investisseur doit payer. «On ne l'avait pas vu venir. En fait, on a vu plein de choses qu'on ne voit pas normalement. On va continuer d'être en territoire inconnu au cours des prochains trimestres, même des prochaines années.»

Longue haleine

À Québec comme à Ottawa, ces prochaines années seront marquées notamment par un effort consistant à redresser les livres. La crise financière ayant nécessité des mesures de stimulation hors-norme, il faut maintenant appliquer le frein. Mais le casse-tête, comme l'a constaté le ministre Nicolas Marceau lors de son budget 2013-2014 déposé hâtivement

au mois de novembre, est imposant. «Le processus d'assainissement des finances publiques est un processus de longue haleine, avec une composante politique qui le rend beaucoup plus volatil», dit M. Marion.

Dans les documents du budget, la situation de la zone euro est d'ailleurs classée au premier rang des risques qui pourraient infléchir la croissance économique du Québec. Si les inquiétudes concernant l'intégralité de la zone euro s'exacerbaient, «l'économie du Québec serait affectée, notamment par les exportations et les canaux financiers, alors que l'intérêt accru des investisseurs pour les valeurs refuges, dont les obligations canadiennes, entraînerait une appréciation du dollar», pouvait-on lire.

Parmi les autres risques figureraient une réduction trop rapide du déficit budgétaire américain, une hausse des prix du pétrole et un ralentissement des économies émergentes.

Au final, plusieurs plaques tectoniques sont en plein mouvement. «On est à un point d'inflexion sur toute une panoplie de règles sous-jacentes à l'économie, telle qu'on la connaît depuis les dix dernières années», dit M. Marion. «Avec tout ce qui change, bien malin celui qui pourra dire avec certitude exactement où on s'en va les cinq prochaines années.»

Le Devoir

La Chine, hypermarché du monde

La frénésie de la consommation gagne de plus en plus les Chinois

BRICE PEDROLETTI

C'est une révolution copernicienne : les Chinois sont devenus des consommateurs voraces, assidus, exigeants, et largement portés sur les achats en ligne. En quelques années à peine, la Chine est devenue le premier marché pour l'automobile, les téléphones portables, les ordinateurs, ou encore... les ventes aux enchères dans le domaine des beaux-arts.

Les Chinois sont cette année les premiers acheteurs au monde de produits de luxe, soit 27% du total, selon McKinsey — en incluant les articles achetés lors d'un déplacement à l'étranger. La Chine reste l'atelier du monde, mais ce que produisent les Chinois leur est de plus en plus destiné : Apple, qui fait fabriquer iPhone et iPad dans ce pays, y écoule désormais 15% de ses produits, soit l'équivalent de 23,8 milliards de dollars. La Chine devrait supplanter les États-Unis pour les ventes de détail dès 2014 et devenir cette année-là le premier importateur mondial.

Pourtant, la consommation privée représente moins de 40% du produit intérieur brut (PIB), contre 70% dans les pays développés, et a même perdu du terrain ces dernières années, du fait des sommes colossales investies dans les infrastructures. Par ailleurs, la part des revenus demeure «relativement basse en Chine rapportée au PIB : 57%, contre 63% en Russie», notent les analystes Xujun Lillian et Jonathan Woetzel de McKinsey dans un rapport sur l'avenir de l'économie chinoise. Mais c'est justement là un atout. Les analystes du cabinet Deloitte expliquent dans une étude récente que «la restructuration au détriment des exportations va entraîner une hausse rapide des dépenses de consommation».

«On dit souvent que la consommation est en retard en Chine, mais le fait est qu'elle est déjà robuste : dès qu'il y a des produits, il y a des consommateurs. L'offre a même du mal à satisfaire la demande dans beaucoup de domaines, comme le transport, le tourisme, l'alimentation, la restauration», renchérit Zhong Dajun, directeur du Centre d'observation économique Dajun.

Le fameux rééquilibrage de l'économie est donc en cours : l'heure est aux politiques dites proconsommation, et la nouvelle direction du Parti commu-



AGENCE FRANCE-PRESSE

L'heure est aux politiques dites proconsommation en Chine, et la nouvelle direction du Parti communiste chinois a annoncé qu'elle souhaitait pousser encore les salaires à la hausse.

niste chinois a annoncé qu'elle souhaitait pousser encore les salaires à la hausse. Les efforts du gouvernement pour relever les revenus dans les campagnes devraient aussi contribuer à faire monter la fièvre acheteuse dans les années à venir.

Les signaux au vert

La consultante américaine Helen Wang, qui a sorti fin 2012 une réédition de son ouvrage de 2010 *Le rêve chinois*.

La montée de la plus vaste classe moyenne du monde et ce que cela signifie pour vous, calcule sur son blogue que la

classe moyenne chinoise peut être estimée à 475 millions de personnes, classe en grande partie urbaine. Leur pouvoir d'achat équivaut à celui de la classe moyenne des pays développés. Le critère de base, selon elle, c'est que ces foyers peuvent désormais affecter le tiers de leurs revenus à des dépenses discrétionnaires.

De fait, les signaux sont au vert : basculement de l'urbanisation — qui a dépassé, en 2012, 50% de la population chinoise —, part croissante des services dans la consommation, favorisée par les capacités accrues de

mobilité (automobile, TGV) et de connexion (plus de 500 millions d'internautes), amélioration attendue de la sécurité sociale... Tous ces facteurs vont faire qu'il y aura en Chine «beaucoup, beaucoup plus de gens qui vont acheter de plus en plus de choses. Les sociétés qui vendent des produits de consommation sont face à une opportunité énorme, historique et sans précédent», s'enthousiasment les experts de McKinsey.

Le consommateur chinois attache de l'importance à l'image de marque des produits, tout en recherchant le meilleur prix,

notamment sur Internet. Les achats en ligne ont explosé en Chine : on compte sur la Toile 190 millions d'acheteurs, soit la première population au monde. Jack Ma, le patron d'Alibaba et de sa filiale Taobao, première plateforme chinoise de commerce électronique, prévoit pour celle-ci 155 milliards de dollars en 2012.

Le 12 décembre, au moment de recevoir le prix de la personnalité économique de l'année, lors d'une cérémonie organisée par la télévision centrale CCTV, M. Ma a parié 16 millions de dollars avec l'au-

tre vainqueur *ex aequo* Wang Jianlin, patron du groupe de distribution Wanda, que le commerce en ligne atteindrait 50% des ventes de détail en Chine dans dix ans. De quoi donner le tournis.

Le Monde



La chronique de Michel David fait relâche.

ÉDITORIAL

MONTRÉAL

À la recherche d'un maire

Année de crise pour Montréal, 2012 s'est conclue avec la démission de Gérald Tremblay de son poste de maire. 2013 sera-t-elle l'année de sortie de crise pour la métropole avec l'élection en novembre prochain d'un nouveau maire capable de redonner aux Montréalais la fierté de leur ville?

Les difficultés de l'administration Tremblay à assurer la bonne gestion de Montréal ont amené leur lot de plaisanteries. La dernière est venue de la bouche du maire de Québec, Régis Labeaume, qui, dans une émission d'humour de fin d'année, proposait de prendre en sous-traitance la gestion de Montréal. Bien sûr, ce n'est qu'une blague, mais qui en dit long sur le plan de la perception. D'abord, de la perception que M. Labeaume a de lui-même et de ses capacités de gestionnaire, puis de l'image d'incapables que les politiciens montréalais projettent à l'extérieur. Ce n'est pas parce qu'on en rit que c'est drôle. Au contraire, c'est plutôt dramatique.

La solution à la crise que vit Montréal passait par le départ de la mairie de Gérald Tremblay. S'excluant ainsi de la recherche d'une solution aux maux de la ville, il créait un espace-temps pour réfléchir à l'avenir de la métropole et au leadership politique qui saura lui redonner sa cohésion. Une équipe intérimaire étant maintenant en place pour assurer la gestion des affaires courantes, il faut que tous ceux qui ont des ambitions pour Montréal engagent cette réflexion, laquelle doit être large et faire appel aux Montréalais, qui ne doivent pas laisser les seuls politiciens mener un tel débat. L'avenir de Montréal est le leur. Ils doivent pour une fois s'y intéresser.



BERNARD DESCÔTEAUX

◆ ◆ ◆
Vu les circonstances créées par la multiplication des scandales des dernières années, on pourrait croire qu'il faut à Montréal un nouveau Jean Drapeau, un leader populiste qui jouerait au monsieur Net. Soyons réalistes. Il n'y a aujourd'hui personne qui porte de telles chaussures. De toute façon, le charme n'a pas toutes les vertus, comme en témoigne l'héritage de Jean Drapeau pour lequel les Montréalais continuent de payer.

Le principal enjeu auquel fait face Montréal n'est pas, quoi que l'on en pense, la lutte à la corruption. Il faut s'assurer, il va de soi, que le tandem collusion et corruption est bien éradiqué et qu'il ne puisse refaire surface. Sur ce, le travail est en cours tant à la commission Charbonneau qu'au sein des instances gouvernementale et municipale. La leçon a été comprise.

La priorité pour Montréal est ailleurs. Les nombreux scandales des dernières années ont engendré des effets dévastateurs. La fonction publique montréalaise est démoralisée. Elle manque souvent des ressources compétentes pour assurer une gestion adéquate des mandats qui lui sont confiés. Les projets de développement urbain sont retardés. À l'étranger, Montréal a perdu son aura. Les investisseurs se méfient. Les Montréalais eux-mêmes ne sont pas fiers de leur ville. Toutes des choses qui créent un climat de morosité néfaste pour le développement de la ville dans tous ses aspects.

Il ne faut pas se demander pourquoi, ces dernières années, Montréal n'avait plus la capacité de se faire entendre des gouvernements supérieurs. La confiance n'y était plus. Montréal doit se reprendre en main, chose qui ne sera possible que si les forces vives de la métropole, les politiques, les socio-économiques comme les culturelles, se rassemblent. Les enjeux de développement de cette ville, qui sont aussi multiples que complexes, l'exigent. Montréal est le lieu de vie des Montréalais pour qui il faut créer un milieu de vie dynamique pour qu'ils cessent de désertir leur ville. Montréal, c'est aussi la métropole et, à ce titre, le moteur du développement de tout le Québec. On a besoin de toutes les énergies.

Redonner un nouvel élan à Montréal ne peut être l'affaire d'une seule personne

Redonner un nouvel élan à Montréal ne peut être l'affaire d'une seule personne comme avait cru pouvoir le faire un Pierre Bourque en 1994. Ce doit être l'affaire d'une équipe qui réunit des gens qui partagent une même vision, de telle sorte que cette ville parle d'une même voix à travers celle de son maire avec l'appui de ses concitoyens. Soulignons-le, ce qui donne la capacité à un Régis Labeaume de se faire entendre des gouvernements supérieurs, ce n'est pas son style matamore, mais bien l'appui qu'il a de ses électeurs.

◆ ◆ ◆
Qui pourrait être ce prochain maire de Montréal? Chose certaine, il ne peut venir d'Union Montréal, le parti de Gérald Tremblay, qui depuis son départ se décompose jour après jour. Ce pourrait être Richard Bergeron ou Louise Harel, respectivement chefs de Projet Montréal et de Vision Montréal. Ce pourrait aussi être des leaders actifs au sein de la communauté montréalaise. Des noms ont circulé, ceux de Gilbert Rozon, de Michael Fortier, de Jacques Duchesneau. Ils auraient déjà renoncé, mais peut-être pourraient-ils changer d'idée. D'autres noms viennent à l'esprit, ceux par exemple de Diane Lemieux, qui a tâté brièvement de la politique municipale et qui est aujourd'hui à la tête de la Commission de la construction du Québec, ou de Michel Labrecque, candidat défait dans le Plateau Mont-Royal en 2008 et devenu par la suite président de la Société de transport de Montréal, où il excelle. Sans oublier le député libéral Denis Coderre, qui meurt d'envie de devenir maire de Montréal. Il y a aussi Raymond Bachand, qui, s'il n'était pas élu chef du Parti libéral du Québec, pourrait prétendre avoir toutes les qualités pour assumer cette fonction.

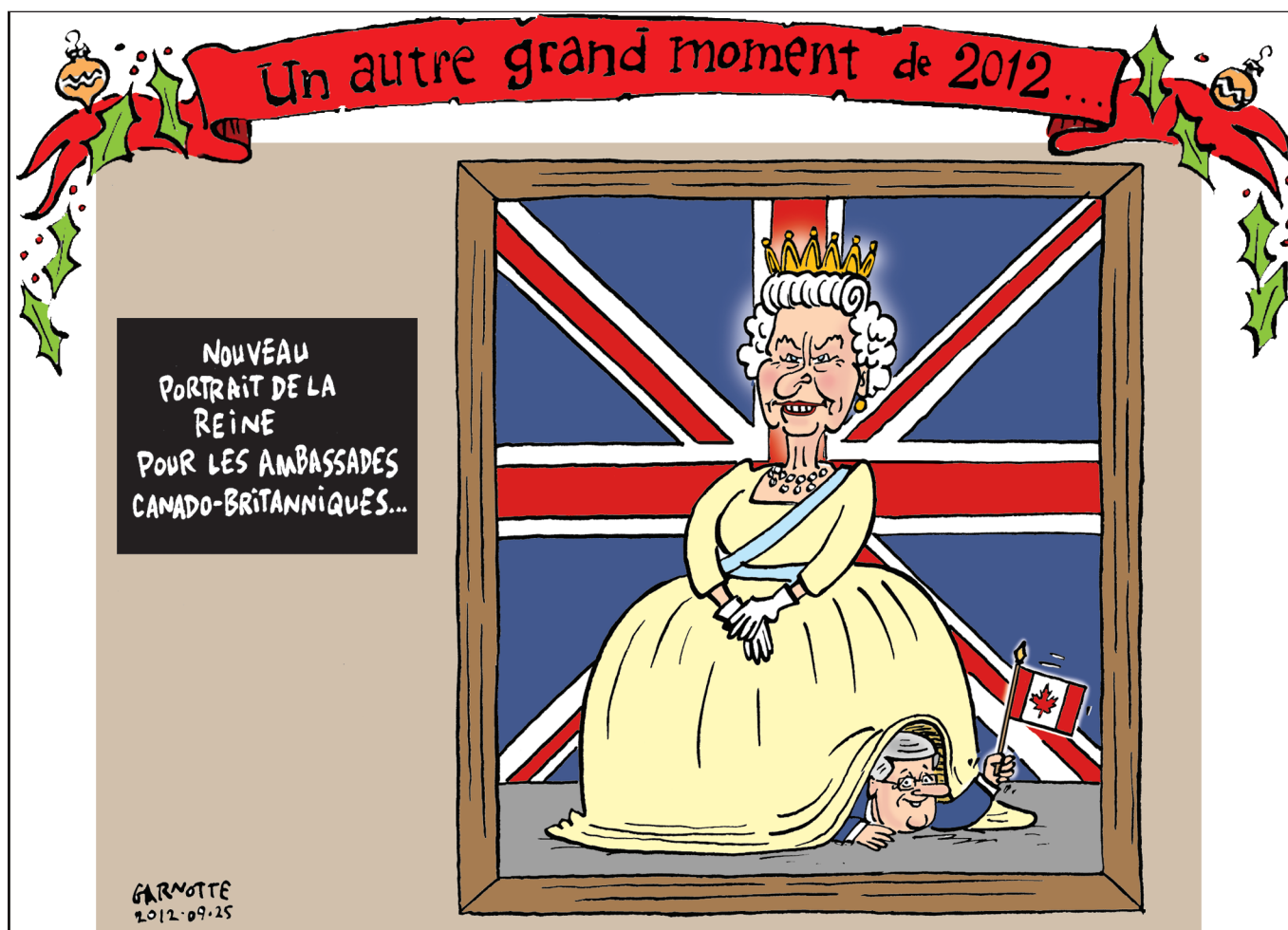
La liste n'est pas exhaustive. À ce moment-ci, nous n'établirons pas de préférence pour l'un ou pour l'autre avant d'avoir pris connaissance de la vision que les prétendants à la mairie présenteront aux Montréalais et d'avoir vu leur capacité à rallier autour d'eux des gens de tous horizons politiques, guidés par la seule ambition qu'ils ont pour leur ville. Cela, il s'en trouve dans ceux qui siègent présentement à l'Hôtel de Ville ou dans les conseils d'arrondissement. Ne croyons pas qu'ils soient tous des incompetents et des incapables. Il s'en trouve aussi dans les groupes socio-économiques. Le défi sera de réunir une coalition arc-en-ciel pour Montréal. N'y arriveront que ceux qui seront capables de proposer une vision de l'avenir de Montréal qui soit large, claire et crédible. C'est sur cela que les Montréalais jugeront de la qualité de leur leadership.

◆ ◆ ◆
bdescoteaux@ledevoir.com

LE DEVOIR

FONDÉ PAR HENRI BOURASSA LE 10 JANVIER 1910 > FAIS CE QUE DOIS !

Directeur BERNARD DESCÔTEAUX
Rédactrice en chef JOSÉE BOILEAU
Vice-présidente, finances et administration CATHERINE LABERGE
Directeur de l'information ROLAND-YVES CARIGNAN
Directeurs adjoints de l'information PIERRE BEAULIEU, LOUIS LAPIERRE, JEAN-FRANÇOIS NADEAU, PAUL CAUCHON
Directeur artistique CHRISTIAN TIFFET
Directeur, ventes publicitaires JOSÉ CRISTOFARO



REPRISE

LETTRES

L'affaire Depardieu ?

Gérard Depardieu n'est pas une affaire. Il s'agit de l'un des plus grands acteurs français et il marque depuis belle lurette l'histoire du cinéma. Il n'aurait interprété que Danton et Cyrano de Bergerac que déjà il serait un monstre sacré du 7^e art. Deux grands personnages et deux grands films qui ont touché l'imaginaire des cinéphiles du monde entier. Depardieu a joué dans plus de 200 films depuis le début de sa carrière.

Que je sache, cet homme a toujours été la proie des « faiseurs » de controverses, des placoteux de bas étage. Mais notre légende du cinéma a toujours fait fi de ces égratignures potinesques et a continué bon an mal an son bonhomme de chemin. Mais que voulez-vous, on a déjà aperçu notre grand acteur se présenter en état d'ivresse lors d'une remise des César. On l'a déjà vu uriner dans un avion. On l'a vu tomber d'une moto à Paris sous l'effet de l'alcool, etc. On s'est moqué de lui, on l'a vilipendé de belle façon, comme s'il était un pauvre clown désenchanté. La légende fut malmenée!

Et voilà qu'on le voit changer de pays

pour fuir l'appétit vorace des impôts français. Le fisc veut lui bouffer 75% de ses revenus. Alors là, c'est le comble.

Le géant est décrié sur toutes les tribunes et devient un traître à la patrie française. Mais Depardieu reste debout. Le colosse continuera sa route et son métier. Les Français qui le renient présentement se rendront compte un jour que Depardieu aura légué à la France un immense héritage culturel en plus d'avoir laissé en impôt, pendant 45 ans, une rondelette somme dans les coffres du pays.

Depardieu aime la France, mais la France ne le mérite plus. Bon exil au géant.

Yvan Giguère
Saguenay, le 3 janvier 2013

Pour la fin d'un monde

Comme les Mayas nous ont roulés dans la farine, le 21 décembre dernier, et qu'on a dû se farcir la dinde et les atocas quand même le 25, je me lance au front avec trois grandes résolutions pour l'année qui vient. Être profondément féministe, absolument athée et

activement de gauche dans ma pensée et mes gestes au quotidien.

Féministe, pour accorder ma voix à celle des autres pour dénoncer la violence faite aux femmes et qui conduit à des gestes aussi graves que ceux qui ont entraîné la mort de cette jeune Indienne de 23 ans, victime d'un viol collectif d'une cruauté sans nom. Plus jamais de tels crimes ne doivent se passer dans le monde.

Athée, et réclamer l'apostasie par conviction philosophique, pour désormais refuser de faire partie d'une religion qui a pu passer sous silence, voire excuser, les sévices sexuels de personnes démunies, et d'enfants en particulier. Ces actes criminels sont inadmissibles et doivent être traduits devant la justice, peu importe l'âge ou le rang des personnes en cause.

De gauche, enfin, pour unir ma voix aux chants de la rue, pour aider à lutter contre les inégalités sociales, la pauvreté et l'exclusion.

Ça fait beaucoup de pain sur la planche, mais pour la fin du monde tel que nous le connaissons, il vaut la peine de s'activer.

Bonne année!
Alain Petel
Le 3 janvier 2013

REVUE DE PRESSE

Dernier droit

MANON CORNELLIER

Le premier ministre Stephen Harper a finalement accepté de rencontrer les leaders autochtones vendredi prochain. Il s'est toutefois abstenu de mentionner la chef d'Attawapiskat, Theresa Spence, et la grève de la faim qu'elle poursuit depuis le 11 décembre dans le but avoué de provoquer un tel rendez-vous et la mise en branle d'un dialogue continu entre les Premières Nations et le gouvernement.

Le premier ministre n'a pas voulu donner l'impression de céder, mais on ne peut nier que la pression sur son gouvernement allait en augmentant. Cette grève de la faim, l'inquiétude qu'elle suscite et les revendications autochtones portées par le mouvement Idle No More ont alimenté la chronique toute la semaine. Et sur différents tons.

Le gouvernement a ses critiques, mais Spence a ses détracteurs. Les chroniqueurs et journalistes de Sun News fouillent le passé de Spence, sa situation financière et celle de son conjoint, et ils mettent en doute sa gestion. Le chroniqueur Lorne Gunter insiste fréquemment sur le fait qu'elle n'est pas en grève de la faim puisqu'elle consomme du bouillon. Selon lui, elle est simplement au régime.

Le *Calgary Herald*, lui, associe le geste de Spence à une menace de suicide à la fois malavisée et empreinte d'égoïsme. Bien des Canadiens sont mécontents de la dernière loi budgétaire omnibus, le C-45, mais personne n'a entrepris d'actions aussi extrêmes pour forcer le premier ministre à agir. Selon le quotidien, Spence se livre à un « chantage inexcusable » et « déraisonnable ». Elle a refusé toute rencontre avec le ministre des Affaires autochtones, à qui elle aurait pu exposer ses demandes et ainsi préparer le terrain pour un tête à tête avec le

premier ministre, dit le *Herald*, ou encore paver la voie à un sommet centré sur l'amélioration des conditions de vie des autochtones et la modernisation des liens entre les Premières Nations et les Canadiens. Le *Herald* est catégorique, le premier ministre ne peut agir sous le coup de la menace.

Sur le fond

John Ivison, du *National Post*, craint que la possibilité de mener un débat rationnel sur la question nous glisse entre les doigts et s'évanouisse complètement si Spence venait à mourir. Cela l'inquiète, car il est persuadé que le Canada n'a pas connu, depuis la crise d'Oka, de relation aussi tendue avec les autochtones. Il croit que le mouvement Idle No More pourrait radicaliser toute une génération, aidé en partie par l'absence d'interlocuteur gouvernemental capable de démontrer qu'Ottawa n'est pas engagé dans un processus d'élimination des autochtones, comme certains l'ont prétendu. Ivison convient que le *statu quo* est invivable, mais note que les conservateurs n'ont pas sabré les fonds destinés aux autochtones. En revanche, ils ont toujours soutenu que les solutions n'étaient pas que financières. Et depuis l'abandon unilatéral de l'accord de Kelowna, ils ont adopté de nombreuses mesures législatives sans consulter les autochtones, nourrissant ainsi un malaise persistant. Idle No More a d'ailleurs ciblé les dernières lois budgétaires. Mais Ivison remarque que les accusations portées par bien des autochtones contre les conservateurs et les compagnies minières plaisent aux tenants de la rectitude politique. Même si elles sont souvent simplistes et font fi de nuances et de la réalité, elles alimentent le ressentiment, ce qui pourrait avoir de « tragiques conséquences », dit Ivison, puisque certains envisagent des actions de perturbation économique.

Michael Den Tandt, de Postmedia

News, convient que Harper peut avoir de bonnes raisons de ne pas vouloir rencontrer Spence, mais aucune, dit-il, ne tient la route sur le plan politique. Selon Den Tandt, « les conservateurs se sont plantés en tombant dans leur propre piège et s'en sortir sera difficile. Mais ils n'ont pas le choix d'essayer ». Harper doit faire un pas, insiste Den Tandt, parce que cela pourrait durer longtemps; or plus cela dure, plus la stature de Spence auprès des autochtones démunis grandit. « Au bout du compte, la plus grande faille dans l'armure de Harper est la misère sur les réserves, encouragée par la très raciste Loi sur les Indiens et le système même des réserves. [...] Ces conditions de vie justifient à elles seules les manifestations pacifiques. » Harper doit agir et le plus vite sera le mieux. « La solution de rechange — laisser une femme mettre sa vie en danger et peut-être mourir pour préserver son propre orgueil politique — n'est pas envisageable. »

Daphne Bramham, du *Vancouver Sun*, croit elle aussi que plus cette affaire traîne et qu'Harper attend pour répondre à Spence, « plus le danger croît d'être face à des foules en colère ». « Le premier ministre a présenté l'extraction de pétrole et la construction de pipelines comme étant dans l'intérêt supérieur de la nation. C'est aussi le cas de la santé et du bien-être des premiers habitants du Canada. L'ignorer ne serait pas qu'au péril de Harper, mais du Canada entier », prédit-elle.

◆ ◆ ◆
Ceci était ma dernière revue hebdomadaire de la presse anglophone. Merci de votre fidélité pendant toutes ces années. J'espère vous retrouver encore chaque samedi, puisqu'à partir de la semaine prochaine, je signerai une chronique dans le cahier « Perspectives ».
mccornellier@ledevoir.com

IDÉES

CES PREMIÈRES NATIONS QUE L'ON IGNORE

Brisons le silence et l'indifférence

BERNARD ROY

Professeur à la Faculté des sciences infirmières de l'Université Laval
Auteur-compositeur-interprète

C'est dans le village innu d'Unamen Shipu, sur la Côte-Nord, que débute mon périple d'infirmier en 1986. C'est en hydravion que nous accédions à ce petit village situé à plus de 1000 kilomètres à l'est de la ville de Québec. À peine à quelques centaines de lieues de chez moi, je me sentais étranger en territoire québécois.

Bien que je désirais entreprendre ce travail, j'arrivais, en ce village, craintif. Pourquoi? En raison de mises en garde que des fonctionnaires de Santé Canada prenaient soin de me transmettre lors de mon embauche. On m'invita à ne pas fraterniser avec les Montagnais. Je devais me méfier, ne pas tisser de liens d'amitié.

Je nomme ces gens les Montagnais. En fait, au cours des siècles passés, ces femmes et ces hommes ont été nommés Indiens, Amérindiens, autochtones et quoi encore. Le photographe Serge Jauvin, adopté dans les années 1970 par la famille d'Hélène et de William-Mathieu Mark, recueillit auprès de ce dernier ces propos: «Le premier nom que le Blanc nous donna décrivait un animal, ou plutôt un cheval. Ce nom était «sauvage». On nous appela également «Indiens», et ce nom est encore utilisé aujourd'hui. Maintenant, depuis que nous avons été baptisés, on nous désigne sous le nom de «Montagnais». [...] Ils nous donnent tous ces noms selon leur volonté, sans jamais se soucier de notre vrai nom qui est «Innu». Innu, c'est notre nom, et ce nom nous appartient!» (Propos publiés dans *Aitnanu* — qui signifie, en langue innue, «c'est ainsi que nous vivons» —, aux éditions Libre Expression, ouvrage aujourd'hui épuisé.)

Je n'ai pas suivi les recommandations de mes patrons. Je me suis attaché à ces femmes et à ces hommes aux yeux brisés et au teint foncé. Ces gens m'ont touché.

Se trouvait, également dans ce petit village nord-côtier, une communauté de quelque 150 «Blancs». J'ai horreur de nommer ainsi ces gens qui ne sont pas des membres des Premières Nations. Il s'agissait, en fait, d'une communauté de «Québécois» oubliés de l'État fédéral et québécois. À mes yeux, ces «visages pâles» étaient, eux aussi, des autochtones. Parlant des gens de son village natal, Natashquan, Gilles Vigneault demanda à Jacques Lacoursière: «Ça prend combien de temps pour devenir un autochtone?» Je me suis aussi lié d'amitié à ces autochtones «blancs»!

Pardonnez cette digression, mais vous ne pouvez imaginer à quel point ce sujet est, à mes yeux, complexe. Il n'est surtout pas tout «blanc» ni tout «noir». La réalité est complexe, mais tellement simplifiée, obscurcie par le poids des préjugés, de l'ignorance et du racisme.

Si réducteur...

Mon parcours d'infirmier auprès des Innus d'Unamen Shipu, qui se poursuivit auprès d'autres communautés, me confronta à des réalités qui m'entraînèrent dans une quête de réponses à une question toute simple. Pourquoi ces femmes et ces hommes étaient-ils, à ce point, atteints par des maladies si peu diagnostiquées chez les Québécois en général? Parmi ces maladies se trouvait le diabète de type 2 (DT2). Aujourd'hui, en cette seconde décennie du XXI^e siècle, cette maladie poursuit une incessante progression dans un grand nombre de communautés des Premières Nations.

Ayant le sentiment, comme infirmier, de n'y rien comprendre et d'être inadéquat dans mes interventions, je poursuivis des études de premier, de deuxième et de troisième cycle en santé communautaire, en recherche sociale appliquée, puis en anthropologie.



C'est nous, les Québécois qui prétendons au pays, que nous pénalisons en ne réglant pas ladite «question autochtone». Ci-dessus une scène du film *Kanienkaha:ka: Living the Language*.

Les modèles explicatifs dominants dans la littérature scientifique m'ont, peu à peu, donné la nausée en raison de leur propension à tout réduire à des équations simplistes. Du côté des écrits auxquels s'abreuyaient les milieux de la santé (infirmières, médecins, etc.), l'explication génétique dominait. L'alcoolisme, le diabète, la violence et d'autres problématiques trouvaient racine dans la génétique particulière des autochtones. Ce modèle explicatif, bénéficiant d'un auditoire large et approuvé, a contribué à la «racialisation» de nombreuses problématiques de santé ou sociales.

Du côté de l'anthropologie culturelle, qui attirait de plus en plus d'infirmières, de médecins et de personnes en mal d'exotisme, la perte culturelle, s'exprimant par l'abandon de la chasse, de la pêche ou d'un mode alimentaire traditionnel, constituait le principal facteur pathogénique. Une approche qui, comme le mentionne avec justesse le sociologue Jean-Jacques Simard, a dichotomisé,

divisé l'histoire en deux temps: l'«avant» et l'«après» conquête de l'Amérique. Le temps du «paradis indigène» et celui de «l'enfer blanc».

Une procédure qui, dans l'imaginaire de nombre de personnes, a réduit l'autochtone du second temps à se définir par la fidélité à celui du premier temps.

Un problème d'exclusion

Je ne serai pas simpliste en rejetant du revers de la main tous les éléments proposés par ces modèles. Toutefois, j'estime que ce sont davantage les conditions d'exclusion historiques et contemporaines dans lesquelles évoluent les membres des Premières Nations qui sont au cœur des conditions d'émergence de maladies comme le DT2 et de tant d'autres problématiques de santé et sociales qui affectent de forts pourcentages de femmes, d'hommes et d'enfants des Premières Nations.

Tant que persistera l'hostilité envers les femmes et les hommes innus, micmacs, atika-

mekws, algonquiens, mohawks et autres; tant que persistera leur non-inclusion dans tous les champs d'activités sociales, économiques et politiques, la pauvreté et l'exclusion persisteront et se développeront d'importantes problématiques de santé et sociales.

Un jour, je demandais à un anthropologue amérindianiste envers qui je voue un grand respect: «Comment pouvons-nous aider les Premières Nations?» Ma question l'irrita profondément. Elle le fâcha même. Sa réponse, j'en suis très heureux aujourd'hui, me fit tomber de ma posture d'*Indian lover*. En bref, il me dit que nous n'avions pas à aider les autochtones. Ils sont assez grands pour trouver leurs propres solutions, me dit-il. Ce que nous devons faire, et c'est impérieux, poursuivit-il, c'est de nous aider, nous, les Québécois. C'est nous et nos enfants que nous pénalisons en ne mettant pas fin à notre aveuglement historique. C'est nous, les Québécois qui prétendons au pays, que nous pénalisons

en ne réglant pas ladite «question autochtone».

Pour être solidaires

Les anthropologues Gilles Bibeau et Sylvie Fortin estiment que «la santé est une affaire politique et économique dont la responsabilité se trouve entre les mains non seulement des gouvernements et des États, mais aussi des personnes, des familles et des communautés de base». La pauvreté et l'exclusion dans lesquelles de vastes pans des membres des Premières Nations vivent sont largement du ressort des gouvernements, bien sûr, mais aussi des collectivités, de leurs choix politiques et des pratiques de leurs institutions.

Aujourd'hui, j'écris ces lignes parce que j'ai honte! Honte d'être citoyen de ce pays qui tolère autant de misère au sein de populations vivant sur son territoire. J'écris pour briser le silence; pour manifester ma non-indifférence; pour signifier ma solidarité envers le mouvement Idle No More initié par Theresa Spence, chef de la nation d'Attawapiskat.

J'écris également pour montrer que je suis partisan du dialogue entre les membres des Premières Nations et les Québécois de proximité. Un dialogue ne pouvant pas se construire autour des catégories «Indiens» et «Blancs». Et il y a, à mes yeux, des modèles à suivre. L'un d'eux réside dans le leadership qu'exerce Édith Cloutier, directrice du Centre d'amitié autochtone de Val-d'Or, en Abitibi. Localement, cette leader contribue au développement de partenariats avec les membres des Premières Nations et les Abitibiens. Tous en bénéficient. Elle est également à l'origine de la marche annuelle contre le racisme.

L'été dernier, à Natashquan, c'est avec plaisir et espoir que j'observais ma fille de 8 ans jouer avec une Innue de son âge. Elles s'amusaient, riaient, inventaient des jeux... sans se méfier l'une de l'autre! Elles étaient, pour moi, des modèles!

LA SUÈDE ET LE QUÉBEC QU'ELLE NOUS INSPIRE

La gouvernance par le savoir

DOMINIC CHAMPAGNE
GENEVIÈVE DORVAL-DOUVILLE
MIRIAM FAHY
PASCALE NAVARRO
PAUL ST-PIERRE-PLAMONDON

Les auteurs reviennent d'une mission d'exploration du modèle suédois.

Dernier d'une série de trois textes

La résilience de la social-démocratie en Suède repose sur la façon dont les citoyens prennent leurs décisions. L'élaboration des politiques publiques est délibérative, ce qui suppose de longues périodes d'analyse et d'évaluation par des spécialistes bien formés, ainsi que des consultations publiques rigoureuses.

Au cours de ce processus, de grands efforts sont déployés pour acquérir une connaissance aussi complète que possible d'une question donnée, notamment par un examen approfondi des expériences historiques ainsi que des solutions de rechange proposées par les chercheurs, en Suède comme à l'étranger. Toutes les parties intéressées sont mises à contribution.

Par exemple, en matière d'acceptabilité sociale d'un projet donné, le gouvernement suédois s'oblige à consulter par écrit une liste d'organismes représentant tous les secteurs de la société civile qui sont appelés à donner leur opinion sur le projet. Si jamais la décision gouvernementale ne se conforme pas à l'opinion donnée par un organisme, le gouvernement doit également motiver sa décision par écrit à l'intention de celui-ci. Le résultat: une prise de décision qui n'est jamais brusque, ni bancaire, ni idéologique, ni électoraliste. C'est la force du consensus.

Pour les Suédois, une décision est bonne lorsqu'elle atteint à un équilibre, concept qu'ils nomment *lagom*. Ce mot, qui n'a aucun équiva-

lent en français, pourrait être traduit par «juste ce qu'il faut».

Véritable socle de l'élaboration des politiques publiques, la pondération est le passage obligé de toute prise de décisions. Elle commence par la recherche et l'analyse. L'un des lieux les plus importants de ce travail sont les agences conseils indépendantes, qui effectuent des travaux de recherche fondamentale et appliquée afin de conseiller le gouvernement sur les meilleurs choix, les meilleures stratégies pour atteindre les objectifs fixés. Les ministères sont relativement petits et ils ont pour fonction d'élaborer les politiques à la lumière des recherches des agences.

L'un des critères importants pour considérer qu'une décision est bonne est de mesurer son «acceptabilité». Par exemple, l'organisme SALAR réunit des membres de la société civile, du monde politique et des entreprises pour s'assurer que les décisions prises à l'un ou l'autre des paliers sont cohérentes et font consensus. Signalons que le pouvoir en Suède est décentralisé à travers les 20 conseils régionaux et 290 municipalités de ce pays. Les municipalités constituant un palier de gouvernement distinct et autonome, leur consentement est requis pour la grande majorité des projets ayant une incidence locale.

Un peu comme les conseils québécois, les agences sont indépendantes. En Suède, il est interdit à un membre du cabinet d'interférer dans le fonctionnement des agences ou dans la publication de leurs résultats de recherche. Leurs dirigeants sont choisis selon leur réputation dans les cercles universitaires. Les nominations partisans sont très mal vues, et donc inexistantes. Les résultats des recherches sont le plus souvent repris par les gouvernements, même s'ils ne «cadrent» pas avec l'idéologie au pouvoir, car leur valeur est tenue pour acquise.

Il faut dire que ces processus sont fondés sur

le respect des Suédois pour le savoir. Jamais un citoyen ne serait raillé pour son haut niveau de connaissances ou sa grande culture générale, chose que l'on voit malheureusement trop souvent au Québec. En Suède, la valeur du savoir informe la vie économique, politique et sociale, qui s'appuie sur des données statistiques détaillées et nombreuses, les travaux de spécialistes, de professeurs et chercheurs pour documenter les dossiers et les valider. Toute cette connaissance circule grâce à des mécanismes organisés par l'État entre les universités, les agences, les ministères, les entreprises, les associations et le grand public.

Les idées se renouvellent facilement en Suède. Par exemple, les recherches universitaires sont en partie planifiées et nourries les débats sociaux, politiques ou scientifiques. Cela favorise l'innovation (voir texte 2 de la série) et évite de se cantonner à des idées toutes faites ou à la partisanerie aveugle.

L'intelligence du citoyen

La Suède compte l'un des taux d'analphabétisme les plus bas au monde. Ses citoyens sont en mesure de comprendre les enjeux de société et les solutions proposées. Au Québec, 49% des adultes âgés de 16 à 65 ans ont des difficultés de lecture. Parmi ceux-ci, 800000 adultes sont analphabètes. Comment partager une vision commune lorsque tous ne peuvent suivre le débat?

Fondées sur le savoir et la pondération, la consultation et le dialogue, les décisions en Suède sont prises avec sérénité et confiance, bien loin du déchirement de chemise qui caractérise la prise de décisions au Québec depuis quelque temps.

L'un des effets les plus bénéfiques d'une prise de décisions basée sur l'étude approfondie des savoirs, c'est qu'elle suscite la confiance et l'adhésion et, plus encore, qu'elle permet de partager une vision. Cette vision s'acquiert par une com-

préhension commune des problèmes économiques, sociaux et budgétaires. Lorsque l'on peut s'entendre, par-delà les lignes partisans, sur les défis à relever, on a fait la moitié du chemin.

Il y a en Suède un grand respect de l'intelligence du citoyen, dont on entretient méthodiquement la conscientisation au sujet des enjeux sociaux, et que l'on consulte systématiquement lors de consultations publiques, celles étant des outils de concertation, et non pas d'acceptabilité sociale ni des soupapes à récriminations.

Prendre le temps de bien faire

Parfois vue au Québec comme entraînant l'immobilisme, la recherche de consensus sociaux est vue en Suède comme la manière la plus efficace de fonctionner. En prenant le temps de discuter de l'enjeu et de choisir collectivement la solution qui semble la plus adaptée, les décisions prises sont moins susceptibles de se révéler, à moyen et à long terme, inadéquates.

Les Suédois sont conscients que, sur le coup, la prise de décisions est plus longue. Mais selon leur philosophie, il vaut mieux investir du temps avant la concrétisation d'un projet, plutôt que de réaliser après coup qu'on a oublié de se pencher sur certains éléments ou qu'une autre solution aurait été plus appropriée à long terme. Un exemple en forme de boutade nous a été donné par un Suédois à ce sujet: «Quelle est la manière la plus productive de faire sept tonnes de clous?» La réponse peut surprendre: «Un clou de sept tonnes.» C'est effectivement plus productif, mais ça ne répond pas aux besoins!

Soucieux d'équité et d'égalité, mais aussi de stabilité, les Suédois ont porté à sa quintessence l'art de se fixer un but collectivement, en se frottant patiemment à l'exigence du débat nourri, en pesant le pour et le contre, à la recherche du juste milieu, de ce qui est raisonnable. Une fois le consensus établi, ils tranchent et foncent, tous au service de l'œuvre, de leur société, de leur pays.

L'ÉQUIPE DU DEVOIR

RÉDACTION Antoine Robitaille (éditorialiste, responsable de la page Idées), Jacques Nadeau (photographe), Michel Garneau (cartooniste), Marie-Andrée Chouinard (chef de division), Dominique Reny (adjointe au directeur de l'information), Jeanne Corriveau (reporter), Caroline Montpetit (affaires sociales), Lisa-Marie Gervais (éducation), Alexandre Shields (environnement), Amélie Daoust-Boisvert (santé), Pauline Gravel (sciences), Fabien Deglise (société) et Jean Dion (sports); information politique: Michel David (chroniqueur), Hélène Buzzetti et Marie Vastel (correspondantes parlementaires à Ottawa), Robert Dutrisac et Jessica Nadeau (correspondants parlementaires à Québec), Brian Myles (affaires municipales, Montréal), Isabelle Porter (affaires municipales, Québec), Guillaume Bourgault-Côté et Kathleen Lévesque (reporters); information culturelle: Louise-Maude Rioux Soucy (chef de division), Odile Tremblay (cinéma), Stéphane Baillargeon (médias), Frédérique Doyon et Isabelle Paré (reporters), Julie Carpentier (pupitre); information économique: Gérard Bérubé (adjoint au directeur de l'information), Marco Bélair Cirino, François Desjardins et Eric Desrosiers (reporters), Gérald Dallaire (pupitre); information internationale: Serge Truffaut (éditorialiste), Claude Lévesque et Guy Taillefer (reporters), Jean-Pierre Legault (pupitre international, page éditoriale et cahier Perspectives); section art de vivre: Diane Précourt (responsable des cahiers Week-end et Plaisirs), Émilie Folle-Boivin et Louis Gagné (pupitre); équipe internet: Laurence Clavel, Marie-Pier Frappier, Benoît Mungier et Philippe Papineau (pupitre), Sophie Charrier, Karl Retton-Parazzelli et Geneviève Tremblay (assistants); correction: Andréanne Bédard, Christine Dumazet et Michèle Malefant; soutien à la rédaction: Amélie Gaudreau (secrétaires); Florence Ferraris (comptes); DOCUMENTATION Gilles Paré (directeur), Manon Derome (Montréal), Monique Bhérier (Ottawa), Dave Noël (Québec). PUBLICITÉ Céline Benoit, Jean de Billy, Jean-François Bossé, Marlène Côté, Anel Eilimam, Amélie Maltais, Claire Paquet, Chantal Rainville, Nadia Sebaï (publicitaires), Sylvie Laporte (avis légaux), Elise Girard (secrétaires). PRODUCTION Christian Goulet (directeur), Olivier Zuida (directeur adjoint), Michel Bernatchez, Danielle Cantara, Richard Des Cormiers, Donald Filon, Caroline Guimond, Yannick Morin, Nathalie Zematits. INFORMATIQUE Yanick Martel (administrateur web), Ugo Galfrascoli (analyste-programmeur), Hansel Matthews (technicien informatique). PROMOTION, DISTRIBUTION ET TIRAGE Jean-Robert Divers (responsable de la promotion), Maxim-Olivier Leclerc (responsable du service à la clientèle), Manon Blanchette, Nathalie Filion, Marie-Lune Houde-Brisebois, Isabelle Sanchez. ADMINISTRATION Stéphane Roger (contrôleur), Olena Bilyakova (responsable des services comptables), Claudette Béliveau (adjointe administrative), Moïse Bastien, Claudine Chevrier, Céline Furoy, Ghislaine Laffeur et Véronique Page.

SCIENCES

La malbouffe à l'origine de la maladie d'Alzheimer?

La consommation de malbouffe favorise non seulement l'obésité et l'apparition du diabète, mais vraisemblablement aussi la maladie d'Alzheimer. Chose certaine, plusieurs études épidémiologiques ont montré que le diabète double, voire quadruple le risque de souffrir de la maladie d'Alzheimer. Ce lien entre les deux maladies fait craindre le pire, car la pandémie de diabète de type 2 qui pointe à l'horizon, au moment où la malbouffe et la sédentarité se répandent sur la planète, pourrait être à l'origine d'une véritable épidémie de démence dans les prochaines décennies.

PAULINE GRAVEL

Un nombre croissant d'observations suggère que la maladie d'Alzheimer est avant tout une maladie métabolique. Certains scientifiques en sont même arrivés à considérer cette démence comme une autre forme de diabète, qu'ils ont surnommée diabète de type 3 ou diabète du cerveau.

Le diabète de type 2, la forme la plus commune de diabète dont sont atteints 95% des diabétiques, se manifeste dans un premier temps par une résistance à l'insuline. Le pancréas produit toujours de l'insuline, contrairement à ce qui se passe dans le diabète de type 1 d'origine génétique, mais «le corps n'arrive plus à l'utiliser de manière optimale», explique le neurobiologiste Emmanuel Planel du Centre de recherche du Centre hospitalier de l'Université Laval (CRCHUL). Normalement, l'insuline incite les cellules à extraire le glucose présent dans le sang pour l'utiliser comme source d'énergie. Elle favorise aussi le stockage de ce sucre dans les muscles, le tissu adipeux et le foie. Mais lorsqu'on se nourrit principalement d'aliments sucrés et gras et qu'on ne fait pas d'exercice pour brûler toutes ces calories, nos cellules, submergées par tant d'abondance, répondent de moins en moins aux signaux de l'insuline et y deviennent résistantes; elles cessent d'absorber le glucose sanguin, dont le taux demeure alors anormalement élevé après les repas. «Les cellules du pancréas "surproduisent" de l'insuline dans l'espoir de compenser cette résistance, mais au bout d'un certain temps, elles finissent par s'épuiser et l'organisme en vient à manquer d'insuline. A ce stade avancé de la maladie, les personnes doivent s'administrer de l'insuline, et elles courent alors un risque quatre fois plus grand de souffrir d'Alzheimer», précise le chercheur qui examine le lien entre diabète, obésité et Alzheimer.

Le cerveau et l'insuline

Or, des recherches chez l'animal et sur des cerveaux humains semblent indiquer qu'un processus comparable se déroule dans le cerveau et qu'il serait lié à l'apparition de la maladie d'Alzheimer. Il y a une dizaine d'années, des chercheurs se sont aperçus que le cerveau produit aussi de l'insuline. «Jusqu'à là, tout le monde croyait que seul le pancréas pouvait synthétiser cette hormone, dont une partie atteint le cerveau par la circulation sanguine. Or, des scientifiques ont découvert que certaines cellules, en l'occurrence celles de l'hippocampe, une région du cerveau responsable de la mémoire qui est très affectée dans la maladie d'Alzheimer, fabriquaient aussi de l'insuline», rappelle M. Planel. Non seulement cette insuline aiderait les cellules de l'hippocampe à capter le glucose pour combler ses besoins en énergie, mais elle régulerait les niveaux d'acétylcholine, un neurotransmetteur intervenant dans la mémoire et l'apprentissage, et jouerait même un rôle important dans la croissance des vaisseaux sanguins qui approvisionnent le cerveau en oxygène et en glucose.

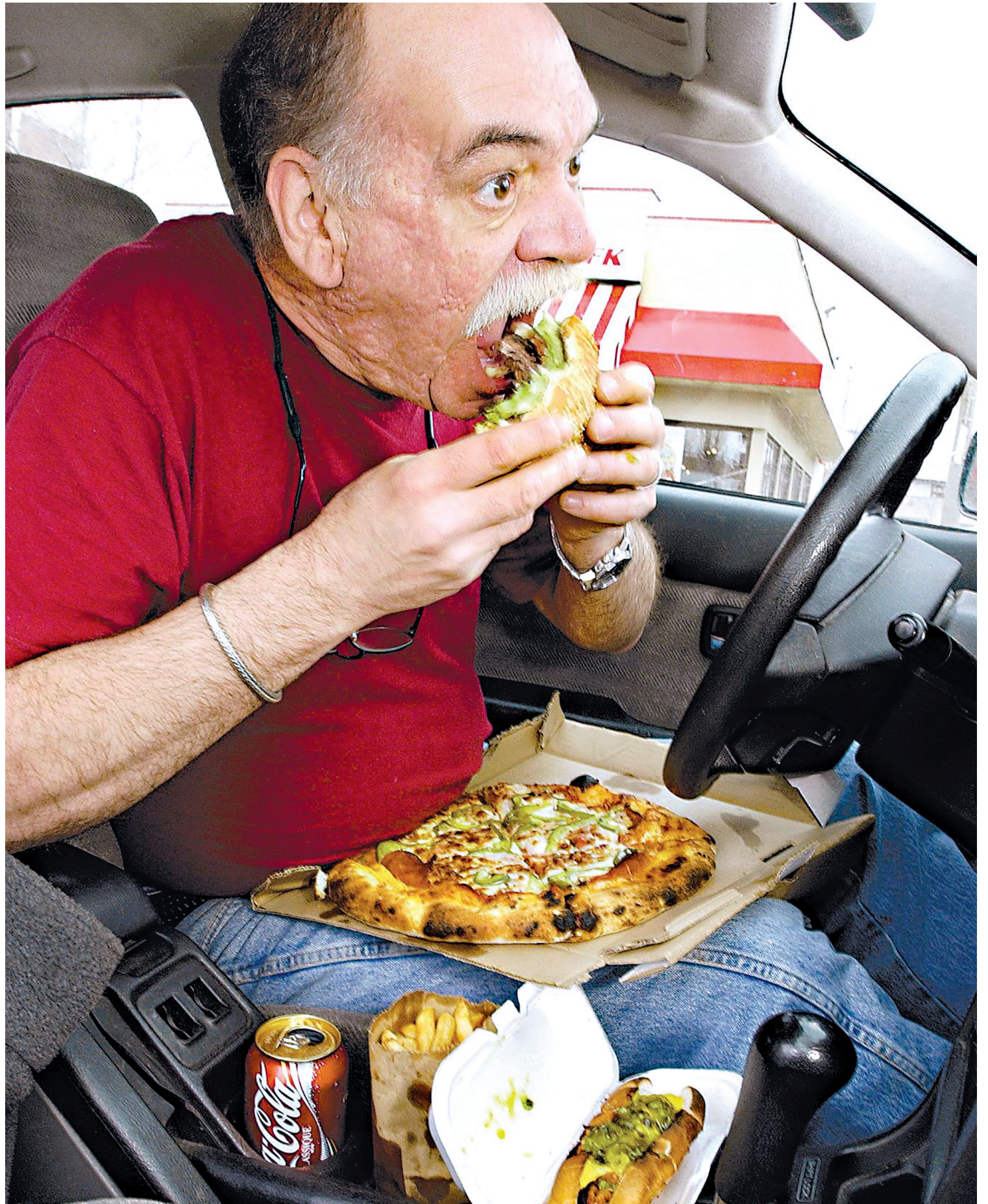
En 2005, la neuropathologiste Suzanne de la Monte, de l'École de médecine Brown à

Providence, dans le Rhode Island, publiait un article dans lequel elle rapportait des observations étonnantes après avoir examiné 45 cerveaux de personnes décédées à un âge avancé, certaines atteintes de la maladie d'Alzheimer tandis que d'autres avaient été épargnées. La chercheuse avait alors découvert que «l'expression de l'insuline» dans le cerveau déclinait graduellement au cours de l'évolution de la maladie d'Alzheimer. Aux stades les plus avancés de la pathologie, les récepteurs spécifiques à l'insuline étaient 80% moins actifs que dans un cerveau normal. De plus, l'insuline et le facteur de croissance insulino-mimétique-1 (IGF-1) qui y est associé se liaient beaucoup moins bien à ces récepteurs, qui semblaient devenus résistants à l'insuline.

L'hypothèse d'un diabète de type 3

Siegfried Hoyer, de l'Université de Heidelberg, en Allemagne, figure parmi les premiers chercheurs à avoir proposé l'hypothèse d'un diabète de type 3, selon laquelle un dysfonctionnement de l'insuline au niveau du cerveau serait à l'origine de la maladie d'Alzheimer. Son équipe a mené des expériences qui ont consisté à injecter dans le cerveau de souris de la streptozotocine, une substance qui, lorsqu'elle est administrée dans la circulation périphérique, détruit les cellules du pancréas productrices d'insuline et, de ce fait, provoque un diabète de type 1. Introduite directement dans le cerveau, la streptozotocine y a d'abord induit des anomalies similaires à celles survenant dans le diabète, avant d'engendrer des pathologies comparables à celles observées dans la maladie d'Alzheimer.

Plus récemment, l'équipe d'Emmanuel Planel de l'Université Laval a voulu vérifier quelles conséquences aurait sur le cerveau un diabète de type 2 avancé où les patients sont contraints de s'administrer de l'insuline. Pour ce faire, on a injecté dans la circulation sanguine de souris de la streptozotocine qui a induit une carence en insuline, comme cela se produit dans le diabète de type 1 ou le stade avancé du diabète de type 2. Dans le cerveau de ces souris diabétiques, les chercheurs ont ensuite noté une augmentation de la phosphorylation de la protéine tau, une anomalie tout à fait caractéristique de la maladie d'Alzheimer chez l'humain, qui apparaît sous la forme d'un «enchevêtrement neurofibrillaire». «Dans l'Alzheimer, les protéines tau s'agrègent, s'assemblent et forment des amas dans les cellules neuronales», explique M. Planel. Or, chez nos souris, le traitement à la streptozotocine a induit des changements au niveau de la protéine tau qui rappellent ceux observés dans la maladie d'Alzheimer. On s'est toutefois demandé si ces anomalies résultaient du manque d'insuline globale, c'est-à-dire périphérique, ou si la drogue avait atteint le cerveau et y avait provoqué localement les changements observés. Pour résoudre cette énigme, les chercheurs ont eu recours à des souris possédant des gènes les prédisposant au diabète de type 1. Sans qu'on leur ait injecté la streptozotocine, ces souris ont rapidement dû faire face à une carence en insuline et leur cerveau a subi les mêmes



«De là à affirmer que la maladie d'Alzheimer que développent les patients découle d'une alimentation inadéquate, c'est aller trop loin, croit Frédéric Calon, professeur à la Faculté de pharmacie de l'Université Laval. Mais nous disposons aujourd'hui d'observations suffisantes pour recommander aux gens de soigner leur alimentation, surtout en vieillissant.»

changements que ceux qu'on observe dans la maladie d'Alzheimer. Dans un article paru dans la revue *Diabetics* en 2012, l'équipe de Québec a ainsi pu démontrer que le manque d'insuline entraîne des anomalies cérébrales semblables à celles apparaissant chez les personnes atteintes de la maladie d'Alzheimer. Cette même équipe vient tout juste d'observer que l'obésité produit aussi des modifications de type Alzheimer dans le cerveau des souris.

Stephen Cunnane, de l'Institut universitaire de gériatrie de l'Université de Sherbrooke, fait pour sa part remarquer que les personnes qui sont porteuses de la forme E4 du gène de l'apolipoprotéine, qui constitue le plus important facteur de prédisposition à la maladie d'Alzheimer, présentent très tôt, avant même l'apparition de signes cliniques sur le plan cognitif, des changements dans l'utilisation du glucose par le cerveau. M. Cunnane rapporte aussi les observations de Lisa Mosconi de l'Université de New York, indiquant que les femmes dont la mère ou la grand-mère était atteinte d'Alzheimer, et qui de ce fait sont davantage prédisposées à la maladie, présentaient des anomalies de capture du glucose au niveau du cerveau, et ce, avant l'apparition de symptômes d'amnésie.

Également, grâce à la tomographie par émission de positons, une technique d'imagerie médicale permettant de mesurer l'activité métabolique d'un

organe, des chercheurs ont pu voir que le métabolisme du glucose dans le cerveau des personnes atteintes de la maladie d'Alzheimer était beaucoup moins élevé que chez les personnes saines du même âge. «On ne sait toutefois pas si ce phénomène cause la mort des neurones ou s'il s'agit d'une conséquence, c'est-à-dire que les neurones, en mourant, deviennent moins nombreux à utiliser du glucose», indique Emmanuel Planel.

Plusieurs types d'Alzheimer

Selon Frédéric Calon, professeur à la Faculté de pharmacie de l'Université Laval, il est un peu «audacieux d'affirmer que l'Alzheimer est une maladie métabolique». «Personne ne sait exactement quelles sont les causes de l'Alzheimer. Il y a plusieurs causes possibles et il y a vraisemblablement plusieurs types d'Alzheimer. Actuellement, en 2012, on met tous les patients dans le même paquet. Mais peut-être qu'avec les années, on va se rendre compte que certains patients souffrent d'une forme de la maladie dans laquelle des désordres métaboliques entrent en ligne de compte, tandis que pour d'autres, ces aspects sont moins importants», nuance-t-il.

Emmanuel Planel se montre tout aussi prudent: «La maladie d'Alzheimer est peut-être liée au diabète et à des changements métaboliques qui découlent d'une mauvaise alimentation et de facteurs génétiques, mais on

ne peut affirmer catégoriquement que l'Alzheimer est une maladie métabolique. Car il y a des patients qui deviennent Alzheimer et qui n'ont jamais été diabétiques ou obèses, et inversement, il y a des obèses qui ne souffriront jamais de la maladie d'Alzheimer. Celle-ci est une maladie multifactorielle, sauf la forme, bien sûr, qui est due à des mutations familiales. Mais les formes sporadiques (non familiales) représentent 99% de tous les cas d'Alzheimer.»

«On a de bonnes raisons de croire que le diabète est impliqué dans la maladie d'Alzheimer, mais on ne peut pas affirmer qu'il en est la cause. Néanmoins, comme il semble être un facteur majeur, après les facteurs génétiques, dans l'apparition de la maladie, il nous faut convaincre les gens d'adopter des habitudes de vie plus saines avant qu'il ne soit trop tard», lance Stephen Cunnane, tout en soulignant que les populations du Japon, de Norvège, d'Islande et du Portugal qui consomment beaucoup de poisson semblent mieux protégées de la maladie d'Alzheimer que les populations du Canada et des États-Unis, qui en prévoient peu dans leur alimentation.

Soigner son alimentation

«On n'a pas prouvé que le régime alimentaire pouvait avoir une influence sur l'apparition de la maladie, mais plusieurs études le suggèrent», affirme pour sa part Frédéric Calon. Son équipe a justement montré chez les souris que non seule-

ment un régime alimentaire abondant en gras induisait une résistance à l'insuline, l'obésité et d'autres anomalies liées au diabète, mais qu'il accélérerait l'apparition de la maladie d'Alzheimer et empirait ses manifestations neuropathologiques et cognitives. En revanche, un régime riche en acides gras oméga 3, qu'on retrouve dans le poisson, semblait protéger les animaux de ces anomalies. «De là à affirmer que la maladie d'Alzheimer que développent les patients découle d'une alimentation inadéquate, c'est aller trop loin, croit M. Calon. Mais nous disposons aujourd'hui d'observations suffisantes pour recommander aux gens de soigner leur alimentation, surtout en vieillissant.»

Chose certaine, «être sain et bien portant, ne pas être obèse et diabétique diminue le risque d'Alzheimer, ou, pour être plus juste, n'augmente pas le risque, car il y a des gens qui, même s'ils font de l'exercice et mangent sainement, auront l'Alzheimer», ajoute Emmanuel Planel.

Face à la pandémie de diabète qui frappera la planète dans les prochaines années, doit-on craindre une épidémie d'Alzheimer? Selon M. Planel, il faut s'attendre à une multiplication des cas, «mais peut-être que toutes ces personnes diabétiques n'atteindront pas l'âge auquel apparaît la maladie d'Alzheimer et qu'ils mourront de maladies cardiovasculaires bien avant», fait-il remarquer.